



DIRE / ENTREVUE

Q/R

Par Marie-Paule Primeau

La présente section vise à se pencher sur un sujet d'intérêt public et à en décortiquer les enjeux avec un expert. Ce spécialiste répondra à mes questions afin d'affiner notre compréhension d'une problématique ciblée.

LA SCIENCE MANQUE-T-ELLE D'AMOUR ?

Malgré ses avancées et l'omniprésence de ses applications dans de nombreux aspects de notre vie, la science n'arrive pas à intéresser une partie du grand public. Celui-ci, souvent en mal de réponses, se tourne fréquemment vers des sources non rigoureuses. Alors que le fossé entre science et société existait déjà, une perte de confiance grandissante du public envers la science s'accroît et le creuse davantage. Tour d'horizon de la question avec la journaliste scientifique Valérie Borde.

Je constate que la confiance du public envers la science s'effrite. Faites-vous la même observation que moi ?

Il faut distinguer deux choses. D'une part, il y a une apparence de perte de confiance qui est liée aux médias sociaux, en raison des groupes de pseudoscience ou qui sont antiscience, et qui ont maintenant une tribune publique qu'ils n'avaient pas avant. D'autre part, chez le public en général, je n'affirmerais pas qu'il y a un réel désintérêt envers les sciences, mais plutôt un sentiment de ne pas être bien informé. Malheureusement, l'information scientifique est noyée dans l'espèce de déluge d'informations auxquelles le public a maintenant accès.

À quand remonte cet état de fait ?

C'est certainement lié à l'explosion du numérique, car nos sources d'information ont changé. Avant, on discutait avec les gens autour de nous, on regardait le téléjournal, ceux qui s'intéressaient à la science lisaient *Québec Science*. Aujourd'hui, le public a accès à une énorme quantité d'informations, entre autres par l'entremise de Facebook, Twitter, Instagram, etc. La baisse de confiance date donc de l'émergence de tous ces médias sociaux, qui correspond en même temps à une crise des médias traditionnels, qui ont de plus en plus de difficulté à jouer leur rôle à cause de la concurrence abusive des médias sociaux. Ceux-ci donnent de l'information gratuitement sans avoir, la plupart du temps, à en assumer les coûts, puisqu'ils ne paient pas pour accéder à

toute cette information et la diffuser. Par contre, ils font beaucoup d'argent en collectant des données sur les lecteurs. La concurrence énorme des Facebook de ce monde a fait beaucoup de mal à la presse.

N'existait-il pas déjà une dichotomie entre une partie de la population et la science dure ? Autrement dit, je me demande si la perception du public envers la science est influencée par le fait qu'il ne la trouve pas assez sensible, et si cela participe à le détourner d'elle.

La culture scientifique de la population a toujours été un défi et continue de

l'être. C'est très difficile d'inverser les perceptions à propos de la science. Elle est souvent perçue comme plate, pas intéressante, trop compliquée. C'est un problème qui n'est pas nouveau. La science est bien plus difficile à vendre que beaucoup d'autres sujets, car c'est un domaine très rationnel, et ce n'est pas simple de passer du rationnel à l'émotif et à ce qui va influencer les gens. La science, malgré le fait que la situation évolue dans la bonne direction, reste quelque chose qui n'attire pas spontanément la population au-delà d'un public de convaincus.

Ce qu'on nous vend, ce n'est pas des preuves que ça marche, ce sont des arguments marketing qui visent à nous faire croire que ça marche.

Il y a plusieurs années, une naturopathe m'a conseillé de consommer des probiotiques. À ce moment-là, on ne pouvait en trouver que dans les magasins d'aliments naturels. Maintenant, les pharmacies en vendent et on entend fréquemment parler de leurs bienfaits. Est-ce que la science n'est pas parfois en retard par rapport à ce que les gens vivent et connaissent dans leur quotidien ?

Non, la science n'est absolument pas en retard. La science est en avance. Dans le cas de certains produits, c'est

beaucoup plus facile de vendre des choses qui ne s'appuient pas sur des bases scientifiques que de prendre le temps de faire des études correctement. En ce qui concerne les probiotiques, par exemple, ça fait très longtemps que les scientifiques s'y intéressent. Leurs réels avantages sont toutefois très difficiles à prouver et ne sont, la plupart du temps, pas avérés. Il faut faire attention à ne pas croire tout ce que disent les vendeurs. Le domaine des médecines alternatives est un monde de vendeurs, pas un monde de science. Ce qu'on nous vend, ce n'est pas des preuves que ça marche, ce sont des arguments marketing qui visent à nous faire croire que ça marche. Dans la réalité, souvent, on ne sait pas si ça fonctionne. La science n'est pas en retard, c'est plutôt que les études ne se font pas du jour au lendemain.

Les institutions n'ont plus les moyens de jouer leur rôle de manière optimale actuellement, car elles sont désarmées par le poids et les moyens de groupes industriels dans le domaine des pesticides ou de la pharmaceutique.

La science perd-elle en crédibilité lorsque des institutions de confiance travaillent en collaboration avec des entreprises ou des lobbies ? Je pense aux agronomes québécois payés par l'industrie ou à

Santé Canada qui a approuvé l'utilisation pour un autre 15 ans du pesticide Roundup de Monsanto en se basant, pour prendre sa décision, sur des études qui ne sont pas indépendantes. Ces failles dans le système ne minent-elles pas la confiance du public envers la science ?

Oui, ce genre de cas effrite la confiance du public, au moins en partie. Ce que vous dénoncez, en fait, c'est la mainmise, encore une fois, des vendeurs. Naturopathes ou vendeurs de pesticides, la démarche est la même : mettre un produit sur le marché le plus vite possible, avoir des prétentions et ne pas laisser aux connaissances scientifiques le temps de se développer. C'est sûr que des organisations comme Santé Canada, qui doivent en théorie examiner les preuves, sont dans un mauvais rapport de force avec des grosses compagnies comme Monsanto ou d'autres vendeurs de pesticides, qui ont beaucoup plus d'argent que ce que nos gouvernements sont prêts à investir eux-mêmes en recherche. Plusieurs études sont donc menées par des industriels et nos gouvernements leur font un peu trop confiance pour mener ces études de manière objective, ils oublient que ce sont des vendeurs. Ce n'est pas un problème de science, tout ça. C'en est un de mise en marché et d'économie. Le lanceur d'alerte Louis Robert brigue la présidence de l'Ordre des agronomes, c'est selon moi un très bon signal. Il y a actuellement une volonté de reprendre le contrôle sur cette situation. Ce n'est pas nouveau que le gouvernement fait confiance à ces entreprises; ce qui l'est, c'est qu'avec toutes les compressions gouvernementales des dernières années, le rapport de force a changé. Les institutions n'ont plus les moyens de jouer leur rôle de manière optimale actuellement, car elles sont désarmées par le poids et les moyens de groupes industriels dans le domaine des pesticides ou de la pharmaceutique. Au final, ces entreprises-là décident de beaucoup

de choses. En même temps, les études sur les médicaments sont très longues et coûteuses à faire, et les gouvernements préfèrent les laisser au secteur privé. Je le répète, ce n'est pas une question de science, mais de modèle économique. Je crois que le public ne comprend pas grand-chose à tout ça, car pour bien comprendre, il faut décortiquer des modes de fonctionnement et des prises de décision qui lui échappent habituellement complètement. C'est sûr que quand on apprend des choses comme ça, on peut se sentir désabusé. Par exemple, lorsque le public a été mis au fait du trafic d'influence et de la corruption dans l'industrie de la construction, il a perdu confiance. Les gens se sont mis à penser que tous les entrepreneurs étaient vendus, que ce n'était pas les gouvernements qui prenaient les décisions. Or, en réalité, ce système-là existait depuis des années, et la corruption a été dévoilée quand on a commencé à y faire du ménage. L'évolution est donc positive, en fait, sauf que la perception du public ne l'est pas, car il découvre, lui et à ce moment-là, les problèmes qui sont mis en lumière parce que c'est en train de changer. C'est normal que la perception soit alors négative, car c'est très compliqué à comprendre et l'information qui circule n'est pas toujours juste et de qualité. Je ne pense donc pas que la science soit sur la mauvaise pente, bien au contraire. Le gouvernement de François Legault a justement annoncé la tenue d'une commission parlementaire sur la question des pesticides. Ça, c'est une victoire incroyable.

C'est important de donner aux gens des points de repère pour qu'ils puissent départager le vrai du faux.

Comment s'assurer qu'il y ait un pont entre le public et la science ?

Il est nécessaire de solliciter le monde scientifique pour que nos experts, les réels experts, partagent les faits et les avancées scientifiques avec nous. Il faut les aider à y arriver, car ce n'est pas leur métier. Les communicateurs scientifiques peuvent les épauler pour trouver le bon vocabulaire, des images claires, etc. Et ils doivent sortir du public de convaincus. Voilà pourquoi j'ai créé le Centre Déclit, pour amener de la science là où il n'y en a pas, auprès de gens qui ne rencontrent jamais des scientifiques. Ces personnes n'ont aucune idée de comment travaille un chercheur ni de sa démarche. Je veux aider le public à comprendre les enjeux qui le touchent : c'est quoi le problème, qu'est-ce qu'on en sait, qu'est-ce qu'on ne sait pas et qu'est-ce qu'on essaie de savoir. C'est important de donner aux gens des points de repère pour qu'ils puissent départager le vrai du faux.

Vous avez écrit : « Collectivement, on ne met pas nos énergies à la bonne place, et on se met à avoir peur de tout. Cette peur est mauvaise conseillère. » Pouvez-vous développer un peu ?

On ne comprend plus grand-chose à rien, tout devient compliqué. Avant, on mangeait, on ne se posait pas trop de questions. Maintenant, on apprend que la viande rouge est nocive pour la planète, que les pesticides peuvent être dangereux, etc. On est submergé d'informations, certaines qu'on ne comprend pas. Et là, on se met à avoir peur. C'est un réflexe de survie quand on a l'impression d'être agressé par toutes sortes de trucs; dans ces conditions, le réflexe normal, c'est de s'inquiéter. En ce moment, on s'inquiète donc au sujet de beaucoup de choses : notre alimentation, notre santé, nos habitudes de vie, l'effet des écrans sur nos enfants, etc. On s'inquiète de tout. Et quand on prend des décisions sur le coup de l'inquiétude, ce ne sont pas des décisions rationnelles. Elles ont donc toutes les chances d'être mauvaises, car elles ne sont pas réfléchies et elles sont déformées par la peur qui nous habite. ©

Qui est Valérie Borde ?

Diplômée de l'École nationale supérieure de chimie de Paris, Valérie Borde est également détentrice d'un diplôme d'études approfondies en information et communication scientifique de l'Université Paris VI.

Journaliste et communicatrice scientifique indépendante depuis plus de 25 ans, Valérie Borde a collaboré avec des publications québécoises et françaises, dont les magazines *L'actualité*, *Québec Science*, *Châtelaine*, *La Recherche* et plusieurs autres. Elle a remporté de nombreux prix durant sa carrière, dont la prestigieuse Bourse Michener-Deacon 2017 pour le journalisme d'enquête, 23 mentions et médailles aux Prix du magazine canadien, le Prix d'excellence en journalisme économique et financier 2015 et le prix Jules-Fournier du Conseil supérieur de la langue française en 2007.

Directrice et fondatrice du Centre Déclit, qui a vu le jour en 2018, la journaliste ajoute une corde à son arc avec ce projet pour partager le savoir scientifique avec le public. Cet organisme vise à créer des occasions de rencontre entre les chercheurs et la population, entre autres par l'entremise de conférences.